

Compte-rendu de la réunion du groupe-pays Japon 27 mars 2013, à Cités Unies France

La réunion du groupe-pays Japon a été présidée par **Jean-Michel BERLEMONT**, **président du groupe-pays Japon de Cités Unies France et l'Adjoint au Maire, délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières de la Ville de Nancy**, qui remercie les participants de leur présence et informe que la réunion commencera par la présentation de la ville de Takamatsu qui accueillera les 4^e Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, du 28 au 30 octobre 2014.

• Présentation de la ville de Takamatsu

Toshifumi KUROSE, Directeur général de CLAIR Paris :

La ville de Takamatsu donne sur la Mer Intérieure de Seto, connue pour ses îles. La Chaîne de montagne Sanuki se situe au sud de la ville. Takamatsu est une ville qui a un rôle important sur le plan administratif et économique. C'est le chef-lieu du département de Kagawa. La ville compte 420 000 habitants. Elle offre un cadre de vie agréable, et préserve un bon équilibre entre les zones urbaines et les zones rurales.

L'aéroport de Takamatsu est desservi par plusieurs compagnies aériennes qui assurent des liaisons régulières pour des destinations intérieures et internationales, telles que Tokyo, la Corée et la Chine. Le port de Takamatsu est, pour sa part, desservi par des lignes maritimes régulières reliant Takamatsu à d'autres villes comme Kobé et à des îles situées dans la Mer Intérieure. Takamatsu est facile accessible du reste du Japon grâce au Grand Pont de Seto qui compte parmi les plus grands ponts du monde. Ce pont à deux niveaux intègre à la fois la voie rapide et le chemin de fer.

La ville de Takamatsu est connue également pour ses sites touristiques. L'un d'eux est le Parc Ritsurin. Ce parc calme et verdoyant d'une superficie de 75 hectares s'est vu attribuer trois étoiles par le Guide vert Michelin. Le parc est particulièrement apprécié par la beauté de son jardin et est classé site de paysage exceptionnel. Il a fallu presque un siècle pour créer ce parc qui incarne un art grandiose de la nature. Son paysage est exceptionnel surtout au printemps et en automne.

Ces deux îles, appelées Megishima et Ogishima ont été, en 2010, le lieu de Setouchi Triennale, festival d'art contemporain. Cette image présente une partie des œuvres exposées lors du festival que vous pouvez toujours les admirer à Takamatsu. Ce festival mettant en valeur à la fois l'art contemporain et le paysage d'îles s'est attiré l'enthousiasme de beaucoup de personnes sur le plan national et international. L'organisation de la deuxième édition est prévue pour cette année.

Yashima est un plateau formé d'une coulée de lave. Ce lieu qui donne sur la Mer Intérieure est connu comme un ancien champ de bataille entre le Clan Minamoto et le Clan Taira au XII^e siècle. Yashima a été toujours un lieu stratégique pour le transport et les affaires militaires. On peut admirer le panorama qui embrasse la Mer Intérieure de Seto et le soleil couchant du sommet du plateau. Takamatsu est la première ville productrice de pins en bonsaï. Ses bonsaïs sont également exportés et sont appréciés par beaucoup d'amateurs.

Sunport Hall Takamatsu est un grand complexe abritant un hôtel, des salles de congrès et de spectacle et un centre commercial. C'est là que la ville de Takamatsu aura le plaisir d'accueillir les participants aux 4^e Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise. Situé au bord de la Mer Intérieure, ce complexe offrira un cadre particulièrement agréable aux futurs participants français et japonais.

La ville abrite d'autres intérêts, comme l'atelier de l'artiste mondialement connu Isamu NOGUCHI et son musée. Par ailleurs, Takamatsu est connu pour ses nombreuses spécialités culinaires. Les nouilles Udon de Sanuki et les fruits de mer ne sont que quelques exemples.

Le maire de Takamatsu fait part de sa grande joie d'accueillir la délégation française, du 28 au 30 octobre 2014, à l'occasion des 4^e Rencontres de la coopération décentralisée.

Jean-Michel BERLEMONT rappelle qu'il faut mobiliser le plus grand nombre de collectivités françaises pour participer aux 4^e Rencontres.

- **Point sur le projet de la « Villa Kujoyama » :**

Bertrand GALLET, Directeur général de Cités Unies France :

Depuis que Xavier Darcos, Président de l'Institut Français, soutient la Villa Kujoyama, le projet est relancé : l'objectif c'est d'avoir 6 ou 7 résidents permanents dont 1 ou 2 des collectivités territoriales françaises, échanges de résidents avec d'autres Maisons de résidents en France, *fund-raising* avec des partenaires économiques, mais aussi d'avoir un directeur impliqué pour plusieurs années pour construire efficacement des projets sur le moyen terme. M. GALLET rappelle la participation à l'appel de l'Institut Français concernant la Villa Médicis tenue par le Ministère des Affaires étrangères.

Le budget pour ce projet s'élevant à 5-600 000 euros, il faut donc trouver les financements les négociations sont déjà en cours. Une réunion de travail sera organisée quand le projet aura réellement démarré fin 2013 début 2014. Le point essentiel c'est qu'une réciprocité absolue soit respectée. M. GALLET évoque la nécessité d'avoir un vrai directeur charismatique sur une durée moyenne de 6-8 ans pour créer une dynamique de groupe et faire une plus grande ouverture sur les formes modernes d'expression. Il se félicite du fait que ce dossier avance dans le bon sens.

- **Point sur les échanges des « bonnes pratiques » entre les collectivités françaises et japonaises :**

Jean-Michel BERLEMONT :

Pour préparer au mieux les prochaines rencontres, les collectivités françaises et japonaises sont invitées à participer à l'échange de « bonnes pratiques ». A cet effet, un espace dédié est mis en place sur le site de Cités Unies France et de CLAIR Paris, ainsi qu'une page dans leurs lettres respectives. Pour participer à cette échange, les collectivités sont priées de communiquer leurs exemples de « bonnes pratiques » en remplissant la fiche modèle téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1625>.

Cette fiche contient déjà des exemples des villes de Nancy, de Chartres, de Tours, de Kitakyushu, de Tokyo, de Hiroshima et de Kochi.

Toshifumi KUROSE informe que CLAIR Paris recueille des renseignements sur les collectivités locales japonaises qui ont instauré des politiques spécifiques et diffusent ces documents traduits en français sur leur site Internet. Grâce à cette rubrique sur leur site, les

collectivités françaises qui sont intéressées et souhaitent plus d'informations détaillées, peuvent contacter directement en français par mail la personne en charge de ce dossier. Comme le cadre territorial japonais aura probablement des difficultés à comprendre la question en français, CLAIR Paris recevra automatiquement une copie de cet échange des mails.

CLAIR Paris aura le rôle d'intermédiaire, expliquera la question à la collectivité japonaise puis transmettra la réponse à la collectivité française, aidant ainsi à la communication entre elles. Le seul problème, c'est que les effectifs de CLAIR Paris sont limités et il n'est pas certain dans quelle mesure ils pourront répondre à toutes les demandes. Pour l'instant, ils tentent l'expérience.

Au Japon, les collectivités disposent d'une base de données regroupant les politiques locales développées, recueillies par l'association des gouverneurs de départements et par le Ministère de l'Intérieur. Donc, CLAIR Paris pense utiliser cette base de données existante et très fournie. CLAIR souhaite que Cités Unies France crée un lien avec eux dans ce domaine.

En ce qui concerne les politiques développées par les collectivités françaises, CLAIR souhaite également les diffuser au Japon, et pour ce faire ils auront besoin de l'aide de CUF pour recueillir ces informations.

Patrick GÉROUDET rappelle que toutes les informations seront sur le site de Cités Unies France de façon à attirer d'autres collectivités qui souhaitent s'engager avec leurs homologues au Japon. De cette manière, la période entre les deux années qui séparent les Rencontres permettra de créer un réseau franco-japonais.

Jean-Michel BERLEMONT propose de faire évoluer le site de CUF avec plus d'alertes pour permettre les échanges et informations et il demande si le MAE et l'Ambassade peuvent aussi donner les informations des événements importants.

Maurille BEROU, Chargée de mission Asie et Communication, DAECT, Ministère des Affaires étrangères, informe qu'elle peut relayer les informations sur les événements et que sur le site du MAE figurent déjà les bourses à projet, les demandes de jumelage et les fiches outils que l'Ambassade de France au Japon régulièrement met à jour.

Bertrand GALLET propose de faire des rubriques sur le site de Cités Unies France afin de trier les projets par thèmes et sélectionner seulement les meilleurs projets selon les intérêts communs. Il souligne que le niveau de qualité des échanges entre collectivités françaises et japonaises lors des Rencontres est tellement élevé qu'on peut dépasser le thème « coopération décentralisée » et faire du *benchmarking*.

Jean-Michel BERLEMONT met en avant le fait qu'il faudrait sélectionner les rubriques avec précision.

Pascal SCHUSTER, Conseiller du directeur du Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, demande si le site est un outil dédié uniquement aux collectivités déjà impliquées dans la coopération franco-japonaise ou c'est également un outil pour les collectivités françaises n'ayant pas de coopération afin d'accéder aux informations et faire un partenariat si les activités de la collectivités japonaises les intéressent.

Michel CIBOT, Directeur général des services de Malakoff, précise que les échanges de pratiques existent déjà, mais qu'il faut de vrais échanges multidimensionnels. A par le journal de CLAIR qui donne des informations, il faudrait développer d'autres outils.

Jean-Michel BERLEMONT considère l'intérêt et la pertinence de ce site, mais souligne qu'il nécessite beaucoup de travail de la part de CUF et CLAIR.

-
- **Point sur le « Dialogues culturel franco-japonais », les 23 et 24 septembre 2103, à Nantes**
-

Christine RENARD, Responsable des relations internationales Communauté urbaine de Nantes, informe que les premières rencontres culturelles ont été initiées par Jean Louis Bonnin, en 2007. En organisant ce « Dialogue culturel », la ville de Nantes désire réactiver ce réseau de villes culturelles. Un courrier d'invitation a été déjà envoyé aux collectivités japonaises et sera prochainement envoyé à aux collectivités françaises. A la suite de ce « Dialogue culturel » aura lieu, à Nantes, le Sommet international Eco City, les 25 et 26 sept 2013.

A ce jour, Nantes a reçu les réponses positives des collectivités japonaises suivantes : Niigata, Tokyo, Sendai, Matsue et Yokohama.

Olivier PERSONNIC, Directeur de la Pépinière d'entreprises innovantes à Meyreuil, demande s'il y a encore besoin d'intervenants et de contributeurs.

Christine RENARD précise que les intervenants seront surtout des artistes mais qu'ils auront besoin de contributeurs également.

Bertrand GALLET informe de l'événement co-organisé par la ville de Toulouse et Cités Unies France, du 18 et 19 avril 2013 : **premier Forum de la coopération décentralisée et la Culture,** qui traverse toutes les collectivités françaises et parlera beaucoup du Japon.

-
- **Point sur la situation au Japon deux ans après le séisme du 11 mars 2011 :**
-

Toshifumi KUROSE souligne que son prédécesseur, M. Kenji NARUTA, avait exposé la situation de la région sinistrée du Tohoku lors de la réunion d'urgence que Cités Unies France a eu la gentillesse d'organiser le 29 mars 2011.

Le fonds de solidarité de Cités Unies France a été ouvert afin de recueillir les dons des collectivités locales françaises. Cités Unies France a également servi d'intermédiaire pour transmettre des dernières informations sur le Japon auprès des collectivités françaises.

De plus, les collectivités locales françaises ont également continué à envoyer des dons grâce à l'organisation d'événements caritatifs avec les associations d'amitié franco-japonaises, et toute cette générosité a aidé le Japon à faire face à cette crise.

A l'initiative d'Yves Dauge, ancien Sénateur d'Indre-et-Loire et Adjoint au maire de Chinon, Cités Unies France a organisé la mission à Fukushima en janvier 2012. La délégation française était composée de M. Berlemont, M. Gallet et d'autres élus et experts en gestion des crises, notamment dans le domaine du nucléaire. Cette mission a permis des échanges passionnants qui ont donné courage à toutes les personnes rencontrées dans la région sinistrée de Fukushima, notamment les élus et population du Tohoku. Le Japon remercie sincèrement les collectivités françaises pour ce geste.

Du 11 au 17 mars, à Lyon, a eu lieu l'exposition « Renaissance du Japon après le 11 mars 2011 » qui était à peu près la même que celle organisée à l'Hôtel de Ville de Paris en juillet dernier. Cette exposition à Lyon a rassemblé de nombreuses personnes.

M. KUROSE remercie tous les Français du fond du cœur pour leur fidèle soutien depuis cette catastrophe et souligne que dans le nord-est du Japon la reconstruction est en plein cours.

Présentation de la reconstruction dans le nord-est du Japon, par Toshifumi KUROSE :

(projection d'images et tableaux sur PowerPoint)

Le 11 mars 2011, le tremblement de terre de magnitude 9 et le tsunami, ont été la pire catastrophe au Japon avec 19 000 disparus. Cependant, le Japon a réagi rapidement. La route a été remise en état six jours après le tsunami et l'aéroport de Sendai, un mois après.

Les débris aussi sont un problème. Par exemple, le département de Miyagi a prévu de traiter, avant le mois de mars de l'année prochaine, l'équivalent de 19 ans de débris qui se sont entassés avec le tsunami.

Aujourd'hui, la reconstruction vient à peine de commencer car il y a encore environ 320 000 réfugiés (sur les 470 000 immédiatement après la catastrophe). Beaucoup de personnes sont encore contraintes de vivre dans des conditions temporaires (comme les logements provisoires).

Peut-être que lorsque toutes ces personnes auront trouvé un nouveau lieu d'habitation définitif, « leur chez-soi » où ils pourront vivre paisiblement, il sera enfin possible de dire que la reconstruction est achevée.

Pour y parvenir, il y a deux éléments fondamentaux à assurer : 1) « terre » et 2) « travail ».

1) À propos de la « terre », les zones sinistrées par le tsunami peuvent appliquer plusieurs politiques. Parmi ces politiques, on peut indiquer comme nouvelle politique spécialement créée à cause de cette catastrophe, la « délocalisation des villages entiers ».

Cet énorme projet concerne le transfert de 245 quartiers représentant 27 000 logements. Les habitants des villages d'origine doivent choisir entre se déplacer vers des terrains plus en hauteur, donc en sécurité, ou reconstruire sur le même lieu malgré le risque de tsunami. Il est très difficile d'arriver à un consensus avec tous les habitants.

Il existe également de nombreuses questions : comment trouver des terrains constructibles dont les propriétaires seraient d'accord pour offrir leurs terrains. C'est d'autant plus difficile car ces propriétaires fonciers ont parfois été portés disparus.

Des efforts ont été poursuivis depuis deux ans, et actuellement le Japon est sur le point de tout régler. En effet, 90% des projets ont déjà obtenu l'autorisation nécessaire de l'Etat pour déplacer leur village. Donc aujourd'hui, ils pourront enfin entrer dans la phase de construction ou travaux publics.

2) Côté « travail », il y a quelques phases concernant l'industrie sinistrée : la capacité de la production industrielle se remet rapidement au niveau d'avant la catastrophe. Mais dans trois départements, Iwate, Miyagi, Fukushima, la remise à niveau prendra plus de temps. C'est en particulier à cause du tsunami.

Le Japon s'emploie à accélérer la reconstruction. Plus qu'une simple reconstruction, l'urbanisme devra être plus innovant dans la zone sinistrée pour créer des villes idéales et adaptées aux enjeux du XXI^e siècle au niveau de l'environnement, de la qualité de vie, etc...

M.KUROSE espère que dans un avenir proche, CLAIR Paris invitera les collectivités françaises au Japon pour visiter les installations de pointe dans cette zone.

Côté tourisme, dans ce graphique, on compare le nombre de visiteurs venant de l'étranger avant le séisme et la situation actuelle. La situation n'est pas encore revenue à la normale complètement.

Le Japon est très préoccupé par les dommages causés par les rumeurs, en particulier le problème de la réaction excessive concernant la radioactivité.

Bien sûr, la radioactivité est un grave problème. Mais la région touchée est vraiment limitée. Pour faire comprendre une telle chose, le Japon a toujours fait des efforts d'offrir des informations objectives de manière que les gens puissent facilement comprendre.

M.KUROSE informe que la plupart des sites dans un rayon de 20 km autour de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi ont un taux de radioactivité inférieur à 0,25 µSv/h, à l'exception du nord-ouest.

0.25µSv/h est un taux tout à fait normal qui ne pose pas de problème pour la santé : Rome et Londres sont au même niveau avec 0.25µSv/h. Paris qui a un taux plus faible est encore supérieur au taux de radioactivité de Tokyo.

En effet, le site du département de Fukushima présente des données quotidiennes du taux de radioactivité à Fukushima, mais il n'est disponible qu'en japonais. Les collectivités japonaises, elles-mêmes, doivent faire davantage d'efforts pour s'adapter aux étrangers.

Il est possible de télécharger, sur le site de l'Office national du tourisme japonais¹, une brochure pratique et compacte intitulée : « Visiter le Japon en toute sécurité », qui explique comment assurer la sécurité des voyageurs et de l'alimentation.

Le Japon poursuit ses efforts dans ce domaine et M.KUROSE demande le soutien des collectivités françaises pour aider le Japon à transmettre ce message.

Maintenant, les cerisiers sont en pleine floraison au Japon. Pour ceux qui souhaitent venir au Japon et profiter de l'une des quatre saisons un accueil inoubliable est réservé.

M. KUROSE remercie les collectivités françaises de leur amitié pour le Japon.

-
- **Point sur le fonds d'urgence de Cités Unies France pour le Japon et sur d'autres actions de solidarité menées par les collectivités françaises :**
-

Bertrand GALLET informe qu'à la demande de ses adhérents, Cités Unies France a décidé d'ouvrir un fonds d'urgence. Le fonds « Collectivités territoriales - séisme Japon » pourra être abondé par toute collectivité locale désireuse de répondre à cet appel à solidarité. L'argent recueilli est destiné aux collectivités japonaises sinistrées : il a été et sera distribué en coopération avec CLAIR et servira à la reconstruction à long terme.

M. GALLET se félicite de l'effort des collectivités françaises. Environ 100 000 euros ont été collectés par le fonds de CUF. Entre 650 et 700 000 euros d'aide financière a été versée directement par les collectivités locales françaises aux ONG. M. GALLET constate que les élus sont les derniers à recevoir l'aide internationale et souligne que la politique d'aide de Cités Unies France est de verser ses fonds directement aux collectivités locales japonaises qui sont maîtres d'ouvrage pour la reconstruction. Un premier versement a été effectué au mois d'avril 2012 aux sept collectivités japonaises (Watari, Ishinomaki, Koriyama, Iwaki, Minamisoma, Kawauchi et Iitate mura). Il reste 13 000 euros sur le fonds qui seront redistribués aux collectivités rurales qui en ont le plus de besoin dans les plus brefs délais.

Jean-Michel BERLEMONT précise que les collectivités françaises et leurs associations continuent d'organiser des événements de solidarité avec le Japon : c'est le cas de Nancy et l'association Lorraine-Japon. M. Berlemont demande s'il y a encore des actions dans les autres collectivités françaises, notamment Rennes qui est toujours dans la dynamique de soutien.

Marie Bernard AMIRAULT DEISS partage les information sur l'association « Livehouse daisakusen »² qui mobilise des artistes de la région de Sendai afin d'animer des ateliers dans une

¹ <http://www.tourisme-japon.fr/>

² <http://www.livehouse-daisakusen.eu/>

bibliothèque auprès d'enfants. L'impact sur les enfants est important, il y a un très beau travail à long terme à faire. « Livehouse daisakusen » est un projet de reconstruction et d'équipement de salles de spectacles au Japon, dans des villes durement touchées par le tsunami du 11 mars 2011.

Christine RENARD informe que des actions des jeunes sont organisées à Nantes comme des concerts et des échanges réguliers.

Jean-Michel BERLEMONT considère que le Japon est sensible à la réactivité de collectivités françaises qui a été à la hauteur de la catastrophe.

Michel CIBOT informe du travail fait dans le secteur des centres de santé, des échanges de médecin à médecin. L'idée était de développer des échanges même en France car les centres de santé peuvent jouer un rôle important dans les situations de crise.

Bertrand GALLET pose la question si ne serait pas intéressant, lors des 4^e Rencontres à Takamatsu, de faire un groupe de travail sur le thème de sécurité civile.

• **Point sur les questions diverses :**

Visite au Japon en mai 2013 pour les collectivités territoriales :

Maurille BEROU présente le projet du Ministère des Affaires étrangères : il s'agit d'une visite de cinq jours sur le thématique très économique. Elle sera proposée aux collectivités qui ont déjà expériences mais surtout aux autres collectivités n'ayant pas de coopération avec le Japon. Le déplacement est prévu du dimanche 12 au vendredi 17 mai 2013.

Florence REY parle du cas de Marseille avec Kobé, il s'agit de 51 ans de partenariat qui marche très mal. L'angle d'attaque économique peut permettre de retisser les liens.

Maurille BEROU propose l'envoi de remarques et informera les collectivités françaises intéressées. Le préprogramme sera envoyé. CUF peut envoyer les informations, le préprogramme et recueillir les réponses des collectivités françaises qui veulent participer. Cela doit se faire très rapidement dans les 15 jours. L'idée est qu'une vingtaine de collectivités françaises participe. L'Ambassade du Japon en France a déjà contacté les collectivités japonaises. L'Ambassade du Japon a listé les collectivités qui n'ont pas encore de partenariat.

Jean-Michel BERLEMONT remercie les participants de leur présence.

Compte rendu rédigé par Cités Unies France

LISTE DES PARTICIPANTS

Genre	Prénom	Nom	Fonction	Organisme	Courriel
Madame	Marie Bernard	AMIRAUT DEISS	Responsable des relations internationales	TOURS	mb.amirault-deiss@ville-tours.fr
Monsieur	Jean-Michel	BERLEMONT	Adjoint aux relations internationales	NANCY	jmberlemont@mairie-nancy.fr
Madame	Maurille	BEROU	Chargée de mission	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	maurille.berou@diplo.mati.gouv.fr
Monsieur	Augustin	BERTHION	Chargé de mission	CONSEIL REGIONAL DE BASSE NORMANDIE	a.berthion@crbn.fr
Monsieur	Pierre-Marie	BLANQUET	Vice-président délégué aux relations internationales	CONSEIL GENERAL DE L'AVEYRON	pm.blanquet@aveyron.cci.fr
Monsieur	Michel	CIBOT	Directeur général des services	MALAKOFF	mcibot@ville-malakoff.fr
Madame	Arielle	FRANCOIS	Adjointe aux relations internationales	COMPIEGNE	arielle.francois@mairie-compiegne.fr
Monsieur	Bertrand	GALLET	Directeur général	CITES UNIES FRANCE	secretariat@cites-unies-france.org
Monsieur	Patrick	GEROUDET	Adjoint aux relations internationales	CHARTRES	patrick.geroudet@ville-chartres.fr
Madame	Francine	GIBAUD	Responsable de la Mission des affaires internationales	MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENERGIE	francine.gibaud@developpement-durable.gouv.fr
Monsieur	Toshifumi	KUROSE	Directeur général	CLAIR PARIS - CENTRE JAPONAIS DES COLLECTIVITES LOCALES	kurose@clairparis.org
Madame	Isabel	LORDEIRO	Assistante Relations internationales	ISSY LES MOULINEAUX	

Genre	Prénom	Nom	Fonction	Organisme	Courriel
Monsieur	Olivier	PERSONNIC	Directeur de la Pépinière d'entreprises innovantes « Michel Caucik » de Meyreuil	MEYREUIL	o.personnic@inno-group.com
Madame	Karine	RADTKOWSKY-SEVAISTRE	Coordinatrice	CLAIR PARIS - CENTRE JAPONAIS DES COLLECTIVITES LOCALES	radtkowsky@clairparis.org
Madame	Christine	RENARD	Responsable des relations internationales	COMMUNAUTE URBAINE DE NANTES	christine.renard@nantesmetropole.fr
Madame	Florence	REY	Chargée de mission	MARSEILLE	frey@mairie-marseille.fr
Madame	Agathe	ROTH	Chargée de gestion	CONSEIL GENERAL DE LA SEINE SAINT DENIS	aroth@cg93.fr
Monsieur	Erwan	SALLOT	Chargé de mission	MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENERGIE	Erwan.Salot@developpement-durable.gouv.fr
Monsieur	Pascal	SCHUSTER	Conseiller du directeur	MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ENERGIE	pascal.schuster@developpement-durable.gouv.fr
Monsieur	Nobuhide	SHIRAMIZU	Premier Secrétaire	AMBASSADE DU JAPON EN FRANCE	nobuhide.shiramizu@mofa.go.jp
Monsieur	Maxence	THOORIS	Chargé de mission	CONSEIL GENERAL DU NORD	maxence.thooris@cg59.fr
Madame	Aoi	TSUJI	Assistante Département du Nord / Préfecture de Hyogo	CONSEIL GENERAL DU NORD	

Genre	Prénom	Nom	Fonction	Organisme	Courriel
Madame	Typhaine	VINCENT	Stagiaire	CITES UNIES FRANCE	pole-asie@cites- unies-france.org
Monsieur	Takeshi	YAMADA	Assistant	CONSEIL GENERAL DE LA SEINE ET MARNE	japon@smd77.com
EXCUSES					
Madame	Julia	BARBIER	Conseillère technique	AMF	julia.barbier@amf.a sso.fr
Monsieur	Jean- François	BENON	Directeur général	CONSEIL GENERAL DU VAL D'OISE	jf.benon@ceevo95.f r
Monsieur	Jean- Claude	BOUCHET	Député-maire	CAVAILLON	cabinet@ville- cavaillon.fr
Madame	Miho	CIBOT- SHIMMA	Consultante	MALAKOFF	miho.cibot@gmail. com
Monsieur	Matthieu	DANEN	Chargé de coopération décentralisée	CONSEIL GENERAL DE L'AVEYRON	matthieu.danen@cg 12.fr
Madame	Carole	ESCLAPEZ	Responsable Rel. Internationales et Europe	AMF	carole.esclapez@am f.asso.fr
Monsieur	Dominique	FEDIEU	Maire	CUSSAC FORT MEDOC	dominique.fedieu@ wanadoo.fr
Madame	Nicole	FEIDT	Maire	TOUL	nicole.feidt@mairie -toul.fr
Madame	Katarina	FOTIC	Chargée de mission	CITES UNIES FRANCE	k.fotic@cites-unies- france.org
Monsieur	Marc	FRANCINA	Député-maire	EVIAN LES BAINS	secretariatdumaire @ville-evian.fr
Monsieur	Serge	GROUARD	Député-maire	ORLEANS	sgrouard@ville- orleans.fr
Monsieur	Vincent	GUIBERT	Manager	NEWSLETTER CUF	vsguibert@gmail.co m
Monsieur	Hidekazu	HAYASHI	Directeur de recherche	CLAIR PARIS - CENTRE JAPONAIS DES COLLECTIVITES LOCALES	hayashi@clairparis.o rg

Genre	Prénom	Nom	Fonction	Organisme	Courriel
Madame	Roselyne	LEFRANCOIS	Adjointe aux relations internationales	RENNES	r.lefrancois@ville-rennes.fr
Monsieur	Jean-Pierre	LELEUX	Sénateur-maire	GRASSE	secretariat.maire@ville-grasse.fr
Monsieur	Pierre-Paul	LEONELLI	Adjoint au maire	NICE	pierre-paul.leonelli@ville-nice.fr
Madame	Martine	LIGNIERES-CASSOU	Députée-maire	PAU	secretariat.particulier@ville-pau.fr
Madame	Nicole	MAGLICA	Adjointe au maire	AUTUN	cabinetdumaire@autun.com
Monsieur	Francis	MAIZIERES	Conseiller culturel adjoint	AMBASSADE DE FRANCE AU JAPON	francis.maizieres@diplomatie.gouv.fr
Monsieur	Didier	MARIE	Président du Conseil général	CONSEIL GENERAL DE LA SEINE MARITIME	christelle.blandin@cg76.fr
Madame	Christine	MELLINI	Conseillère municipale	ISSY LES MOULINEAUX	relations.internationales@ville-issy.fr
Monsieur	Gilbert	MEYER	Député-maire	COLMAR	gilbert.meyer@free.fr
Monsieur	Michel	MONTALDO	Vice Président chargé des affaires européennes et internationales	CONSEIL GENERAL DU VAL D'OISE	michel.montaldo@valdaloise.fr
Monsieur	Oliver	RADLE	Chef de service	EVREUX	oradle.mairie@evreux.fr
Monsieur	Eric	RECOURA	Directeur des relations internationales	GRENOBLE	eric.recoura@ville-grenoble.fr
Madame	Erina	RUBAN	Chargée de mission	NANCY	erina.ruban@mairie-nancy.fr
Monsieur	Christian	SAUTTER	Adjoint au maire	PARIS	christian.sautter@paris.fr
Monsieur	Pierre	THOMAS	Délégué général adjoint	PARIS	pierre.thomas@paris.fr